

AFRICAN UNION  
الاتحاد الأفريقي  
UMOJA WA AFRIKA



UNION AFRICAINE  
UNIÃO AFRICANA  
UNIÓN AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321  
Email: [situationroom@africa-union.org](mailto:situationroom@africa-union.org)

*Office of the Commissioner for Political Affairs, Peace and Security*

Ref: CPAPS/LT/1048.25  
Date: 21 October, 2025

H.E. Edgard Razafindravahy,  
Secretary General of the Indian Ocean Commission (IOC),  
Blue Tower, Rue de l'institut, Ebène,  
Mauritius.

Excellency,

**COORDINATION OF AU-IOC DIPLOMATIC EFFORTS ON THE POLITICAL  
CRISIS IN THE REPUBLIC OF MADAGASCAR**

I have the honour to refer to the decision adopted by the African Union Peace and Security Council (PSC) at its 1305th meeting held on 14 October 2025, (copy attached herewith), on the situation in the Republic of Madagascar, to reiterate the commitment of the African Union to engage in a close collaboration with the Indian Ocean Commission (IOC) in order to reinforce facilitation and mediation efforts towards resolving the crisis in Madagascar.

Accordingly, and on behalf of the Chairperson of the African Union Commission, I wish to notify the IOC of the AU's readiness to coordinate its efforts with IOC in addressing the crisis in Madagascar.

I therefore remain fully available to engage with you to strengthen our joint efforts aimed at restoring constitutional order in the Republic of Madagascar.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

  
Ambassador Bankole Adeoye  
Commissioner  


AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي

UMOJA WA AFRIKA



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

UNIÓN AFRICANA

---

Addis Ababa, Ethiopia. P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321

Email: [situationroom@africanunion.org](mailto:situationroom@africanunion.org)

---

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

1303<sup>E</sup> RÉUNION (AU NIVEAU DES AMBASSADEURS)

13 OCTOBRE 2025

ADDIS-ABEBA (ÉTHIOPIE)

PSC/PR/COMM.1305 (2025)

COMMUNIQUÉ



## COMMUNIQUÉ

**Adopté par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), à sa 1305<sup>e</sup> réunion tenue le 13 octobre 2025 sur la situation en République de Madagascar.**

### Le Conseil de paix et de sécurité,

**Rappelant** la Déclaration solennelle du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'OUA/UA adoptée à Addis-Abeba le 25 mai 2013, et réaffirmant sa détermination à faire taire les armes en Afrique à l'horizon 2030 afin de créer des conditions favorables à la réalisation de la vision de l'UA d'une Afrique intégrée, prospère et en paix, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale, ainsi que de l'Agenda 2063 de l'UA ;

**Réitérant** le principe de tolérance zéro de l'UA à l'égard des changements anticonstitutionnels de gouvernement, conformément à l'article 4(p) de l'Acte constitutif de l'UA ;

**Rappelant également** la Déclaration sur le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernement, adoptée par la 16<sup>e</sup> session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA tenue à Malabo (Guinée équatoriale), les 27 et 28 mai 2022, la Déclaration sur le cadre de réponse de l'OUA aux changements anticonstitutionnels de gouvernement, adoptée par la 36<sup>e</sup> session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA tenue à Lomé(Togo) du 10 au 12 juillet 2000 ;

**Prenant acte** des communiqués de presse de S.E. Mahmoud Ali Youssouf, Président de la Commission de l'UA, publiés les 26 septembre 2025 et 12 octobre 2025, de la déclaration publiée par la présidence de la République de Madagascar et la déclaration publiée le 27 septembre 2025 par le Secrétaire exécutif de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sur la situation en République de Madagascar ;

**Notant** l'allocation d'ouverture de S.E. l'Ambassadeur Tebelelo Alfred Boang, Représentant permanent de la République du Botswana auprès de l'UA et Président du CPS pour le mois d'octobre 2025, la communication de S.E. Mahmoud Ali Youssouf, Président de la Commission de l'UA, la déclaration du représentant de la République de Madagascar, ainsi que les déclarations de S.E. l'Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité et du Représentant spécial du Président de la Commission de l'UA à Madagascar.

### Agissant en vertu de l'article 7 de son Protocole, le Conseil de paix et de sécurité :

1. **Se déclare profondément préoccupé** par l'évolution de la situation en République de Madagascar, en particulier par les violentes manifestations qui ont entraîné la destruction de biens et, selon certaines informations, des pertes en vies humaines ;
2. **Rejette catégoriquement** toute tentative de changement anticonstitutionnel du gouvernement dans le pays ;
3. **Appelle avec insistance** les manifestants à recourir aux voies légales disponibles pour régler leurs griefs légitimes ;
4. **Condamne sans appel** toutes les formes de violence et de destruction de biens ; **exhorte** toutes les parties prenantes malgaches, tant civiles que militaires, à faire preuve de calme et de retenue, à privilégier les solutions pacifiques et consensuelles et à faire passer les intérêts supérieurs de leur pays avant toute considération partisane ;

5. **Exhorte** toutes les unités des forces armées malgaches à revenir à leur mandat constitutionnel et à s'abstenir de toute ingérence dans les affaires politiques du pays ;
6. **Souligne la nécessité** pour le gouvernement malgache de remédier de manière globale aux causes structurelles profondes des défis multidimensionnels auxquels le pays est confronté, en adoptant une approche « gouvernementale - pansociétale » qui associe toutes les parties prenantes malgaches essentielles, y compris les femmes et les jeunes ; et **appelle** au respect total des libertés et droits fondamentaux de tous les citoyens ;
7. **Se félicite** de l'engagement renouvelé du gouvernement en faveur du dialogue et **encourage** le gouvernement malgache à organiser d'urgence un dialogue politique inclusif, seule option viable pour apporter des solutions consensuelles et durables aux défis socio-économiques et politiques auxquels le pays est actuellement confronté ; à cet égard, **appelle** à la dynamisation de la mise en œuvre de la Feuille de route de 2011 pour mettre un terme à la crise à Madagascar, incorporée dans l'ordonnancement juridique malgache par la loi n° 2011-014 du 13 décembre 2011 ;
8. **Demande instamment** un soutien coordonné en vue du rétablissement de la paix et de la stabilité à Madagascar sous les auspices de l'UA et de la SADC ; à cet égard, **réaffirme** l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République de Madagascar et **appelle avec force** à la non-ingérence dans les affaires intérieures de la République de Madagascar ;
9. **Recommande** au Président de l'Union, avec le soutien du Président de la Commission de l'UA, de dépêcher immédiatement une délégation de haut niveau à Madagascar pour discuter avec les parties prenantes concernées en vue de relever les défis auxquels le pays est confronté ;
10. **Demande** au Président de la Commission de l'UA de nommer d'urgence un envoyé spécial pour Madagascar, de travailler en étroite collaboration avec le Groupe des Sages et de renforcer le mandat du Bureau de liaison de l'UA à Madagascar en vue de renforcer les efforts de facilitation, de médiation et de stabilisation dans le pays, et ce, en étroite collaboration avec la SADC et la Commission de l'océan Indien ; **demande également** au Président de la Commission de l'UA de mettre en place un mécanisme de suivi pour soutenir le processus de réconciliation et de dialogue à Madagascar ;
11. **Réaffirme** l'engagement de l'UA à renforcer davantage la coordination et la collaboration avec la SADC en vue de remédier à la situation en cours à Madagascar ;
12. **Souligne** la nécessité d'assurer la protection des femmes et des enfants dans le pays ;
13. **Souligne l'importance** de suivre de près l'évolution de la situation et, à cet égard, **demande** au Président de la Commission de l'UA de fournir régulièrement au Conseil des informations actualisées sur l'évolution de la situation ;
14. **Encourage** les États membres de l'UA à prendre en considération les besoins et les aspirations des jeunes afin de répondre à leurs préoccupations ;
15. **Exhorte** le gouvernement de la République de Madagascar à coopérer avec l'Union africaine en vue de la mise en œuvre de la présente décision ; et
16. **Décide** de rester activement saisi de la question.

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي

UMOJA WA AFRIKA



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

UNIÓN AFRICANA

---

Addis Ababa, Ethiopia. P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321

Email: [situationroom@africanunion.org](mailto:situationroom@africanunion.org)

---

PEACE AND SECURITY COUNCIL

1305<sup>TH</sup> MEETING (AT AMBASSADORIAL LEVEL)

13 OCTOBER 2025

ADDIS ABABA, ETHIOPIA

PSC/PR/COMM.1305 (2025)

COMMUNIQUE



## COMMUNIQUE

**Adopted by the Peace and Security Council (PSC) of the African Union (AU) at its 1305<sup>th</sup> meeting (Emergency Session) held on 13 October 2025 on the Situation in the Republic of Madagascar.**

### The Peace and Security Council,

**Reaffirming** the Solemn Declaration of the 50<sup>th</sup> OAU/AU Anniversary adopted in Addis Ababa on 25 May 2013 and the determination to silence the guns in Africa by the year 2030 and creating conducive conditions for the realization of the AU Vision of an integrated, prosperous and peaceful Africa, driven by its people and representing a dynamic force in the global arena, as well as AU Agenda 2063;

**Reiterating** the AU zero tolerance of unconstitutional changes of government, in line with Article 4(p) of the AU Constitutive Act;

**Also recalling** the Declaration on Terrorism and Unconstitutional Changes of Government, adopted by the 16<sup>th</sup> Extraordinary Session of the AU Assembly of Heads of State and Government held in Malabo, Equatorial Guinea, from 27 to 28 May 2022; the Declaration on the Framework for an OAU Response to Unconstitutional Changes of Government, adopted by the 36<sup>th</sup> Ordinary Session of the OAU Assembly of Heads of State and Government held in Lomé, Togo, from 10 to 12 July 2000 (the Lomé Declaration);

**Acknowledging** the Press Releases of H.E. Mahmoud Ali Youssouf, Chairperson of the AU Commission issued on 26 September 2025 and 12 October 2025, and the statement issued by the Presidency of the Republic of Madagascar, as well as the Statement issued on 27 September 2025 by the Executive Secretary of the Southern African Development Community (SADC) on the situation in the Republic of Madagascar;

**Taking note** of the Opening remarks by H.E. Ambassador Tebelelo Alfred Boang, Permanent Representative of the Republic of Botswana to the AU and Chairperson of the PSC for October 2025; the briefing by H.E. Mahmoud Ali Youssouf, Chairperson of the AU Commission; the statement by the representative of the Republic of Madagascar, as well as the statements by H.E. Ambassador Bankole Adeoye, Commissioner for Political Affairs, Peace and Security and the AU Special Representative of the AU Commission Chairperson in Madagascar.

### Acting under Article 7 of its Protocol, the Peace and Security Council:

1. **Expresses deep concern** over the unfolding developments in the Republic of Madagascar, particularly the violent protests which have resulted in the destruction of property and reported loss of lives;
2. **Totally rejects** any attempt at unconstitutional changes of government in the country;
3. **Strongly calls** upon the protesters to use available legal channels to address any legitimate grievances;
4. **Strongly condemns** all forms of violence and destruction of property; **urges** all Malagasy stakeholders, both civilian and military, to exercise calm and restraint, and to prioritize peaceful and consensual solutions while placing the supreme interests of their country above any parochial



considerations;

5. **Urges** all units of the Madagascar Armed Forces to uphold their constitutional mandate, and to refrain from meddling in the political affairs of the country;
6. **Emphasizes the need** for the Government of Madagascar to holistically address the structural root causes of the multidimensional challenges facing the country, using a “whole of government- whole of society” approach that brings on board all critical Malagasy stakeholders, including women and the youth; and **calls** for the full respect of the fundamental rights and freedoms of all citizens;
7. **Welcomes** the Government’s renewed commitment to dialogue and **encourages** the Government of Madagascar to urgently organize an all-inclusive political dialogue as the only viable path towards consensual and sustainable solutions to the socio-economic and political challenges currently facing the country; in this regard, **calls** for the reactivation of the implementation of the 2011 Roadmap for Ending the Crisis in Madagascar, enacted into Malagasy law under Act Number 2011-014 of 13 December 2011;
8. **Urges** for coordinated support towards restoration of peace and stability in Madagascar under the auspices of the AU and SADC; in this regard, **reconfirms** the territorial integrity and sovereignty of the Republic of Madagascar and **strongly calls** for non-interference in the internal affairs of the Republic of Madagascar;
9. **Recommends to the** Chairperson of the Union, with the support of the Chairperson of the AU Commission, to immediately dispatch a high-level delegation to Madagascar to engage with the stakeholders concerned with a view to address the challenges in the country;
10. **Requests** the Chairperson of the AU Commission to urgently appoint a special envoy on Madagascar, to work closely with the Panel of the Wise, and to strengthen the mandate of the AU Liaison Office in Madagascar, with the view to reinforcing facilitation, mediation and stabilization efforts in the country, in close collaboration with SADC and the Indian Ocean Commission; **also requests** the Chairperson of the AU Commission to establish a follow-up mechanism to support the reconciliation and dialogue process in Madagascar;
11. **Reaffirms** the commitment of the AU to further enhance the coordination and collaboration with SADC in addressing the unfolding situation in Madagascar;
12. **Stresses** the need to ensure the protection of women and children in the country;
13. **Underscores the importance** of closely monitoring the evolution of the situation and in this respect, **requests** the Chairperson of the AU Commission to provide regular updated briefings to Council on the evolution of the situation;
14. **Encourages** AU Member states to take into consideration the needs and aspirations of the youth in order to address their concerns;
15. **Urges** the Government of the Republic of Madagascar to cooperate with the African Union toward the implementation of the present decision; and
16. **Decides** to remain actively seized of the matter.